

Extrait du Revue du Mauss permanente

<http://www.journaldumauss.net>

# Réformer le recrutement des universitaires

- Gazette - Débats -

Date de mise en ligne : dimanche 15 mars 2009

---

**Revue du Mauss permanente**

---

*Nous publions ici quelques éléments d'une discussion informelle qui a eu lieu sur la liste de discussions des MAUSSiens en décembre 2008. Nous remercions ses protagonistes - Personne (c'est quelqu'un ce Personne !), Pascal Michon, Alain Caillé et François Vatin - de nous avoir autorisés à rendre accessible ce débat à un public plus large.*

## L'avis de Personne :

« (...) Actuellement, qu'en est-il ? L'université est comme un restaurant de qualité qui a recruté de mauvais cuisiniers et qui s'est aperçu que le public boudait sa cuisine, que ses salles restaient vides. Au lieu de chercher à rehausser la qualité, il a décidé de la laisser baisser et d'élargir les exigences de son public, de démocratiser sa cuisine. Mais à force de baisser le niveau, même les pauvres, même les affamés, en sont arrivés à ne plus vouloir en manger. Ensuite, on a trouvé comme parade d'avoir des clients captifs et vraiment peu exigeants, des hospitalisés et des prisonniers, puis le chien, mais même eux ont fini par dire : « Nan, c'est trop dégueulasse », et préféré se laisser mourir de faim. Alors on a fait un manifeste expliquant que le public avait changé, qu'il faudrait lui éduquer le goût, qu'il y avait la nouvelle concurrence de nouveaux restaurants.

Si on trouve que c'est un peu trivial de comparer une faculté à un restaurant, on peut prendre un orchestre ou un théâtre, c'est plus digne, ou même une église. Pourquoi les églises se vident ? Mais parce que les messes sont devenues très chiantes, et il n'y a plus que les sans papiers qui les fréquentent. Remettez des orchestres à grands chœurs, des orateurs passionnants, des velours à larmes d'argent, des lustres étincelants, et vous verrez l'afflux des fidèles se presser pour avoir une bonne place, et faire assaut de générosité pour donner à la quête. Quand on aime, on ne compte plus.

Je n'exagère pas du tout : l'université n'a pas d'autre problème que de se retrouver avec deux tiers de son personnel qui n'est pas à la hauteur des emplois qu'ils occupent. L'université, pas les facs de médecine et de droit, mais celles d'économie, de lettres, et sans doute aussi de sciences. J'ai enquêté pour le savoir. L'enquête sur le recrutement et sur l'enseignement, à la fois objective et scientifique, que Pascal Michon dit ne pas avoir, moi je l'ai, je l'ai faite, ou plutôt j'ai obligé l'Administration à la faire. Elle fait plus de cent pages. Pour cela, j'ai préparé mon coup, et j'ai introduit un recours contre six universités en exigeant tous les rapports, les classements, les compositions des commissions, et ils ont été obligés de tout produire. Eh bien, pour prendre l'exemple de Nanterre, seuls les deux ou trois dossiers soutenus par un membre du département font l'objet d'un rapport. Tous les autres ne sont pas du tout examinés. Le concours n'a pas lieu entre les 20 ou 25 candidats qui se présentent, mais entre trois ou quatre présélectionnés (comme les investitures des partis). Ensuite, on convoque 1) celui qu'on veut, 2) le candidat repoussoir (le plus mauvais du lot), 3) des candidats qu'on veut faire travailler sans leur donner de postes, mais auxquels il faut faire miroiter qu'ils sont très près du but.

Le contentieux est un moyen très économique de faire une enquête de sociologie, les juridictions sont faites pour enquêter sur ce qui ne va pas, on a tort de ne pas plus les utiliser. C'est le moyen démocratique par définition.

J'ai bien connu les départements de socio et d'ethno de Nanterre puisque j'y ai fait mes études. La socio, avant 1980, ça devait être 250 étudiants pour tous les niveaux, l'ethno, une centaine, le droit 500 étudiants rien qu'en 1ère année. Il y avait une douzaine d'enseignants, dont un seul ou peut-être deux qui avaient le rang de professeur. Aucun ne se prenait au sérieux, mais c'était des gens héroïques, passionnés par la science, c'est-à-dire par la vérité, et ils mettaient vraiment leur vie et leur confort en jeu. Il y avait par exemple Annie Kriegel, toute petite bonne femme, frêle, avec les yeux rieurs, avec un culot, et une présence de commandeur... Ecrire dans *Le Figaro* des articles sur la terreur bolchévique, et ensuite donner ses cours dans une fac remplie de militants staliniens. Il y avait aussi

Baudrillard, qui faisait un séminaire sur les simulacres dans lequel il avait osé rester silencieux pendant une heure et demi, devant un parterre d'étudiants qui s'est vidé petit à petit, sans protester, pour finir par dire qu'il s'était trompé, qu'un cours sans cours n'était pas un simulacre mais un vrai vide. Et puis Henri Lefebvre, mon préféré. Il correspondait à l'image à laquelle on pense, lorsqu'on évoque un noble vieillard. Il devait être en retraite depuis longtemps, avec sa figure de vieux montagnard, ses cheveux blancs comme les neiges des Pyrénées, et sa silhouette d'adolescent de soixante quinze ans. Il était en retraite, mais ses cours continuaient quand même, et d'ailleurs l'UE était validée : on ne s'embarrassait pas de considérations bureaucratiques. C'est quelqu'un qui savait tout, vraiment tout, et un grand pédagogue, et je crois qu'il nous aimait tous. À moi, il m'avait donné son livre *Pyrénées*, parce que moi aussi j'étais de la montagne et que j'avais le logos, disait-il. Ses cours étaient toujours bondés, avec beaucoup d'auditeurs qui n'étaient pas inscrits. J'ai toujours vu de l'affluence aux cours des bons professeurs, et j'en ai eu beaucoup. Il y avait autant de contenu dans la salle que dans le cours.

J'ai complété mon enquête administrative en retournant assister à des cours de socio, incognito, pour voir ce que ça donnait avec les « cooptés intégrés à l'équipe ». C'est absolument affligeant dans 4/5 des cours. Les pires font un soliloque fumeux en croyant être des génies, les moins pires traitent les auteurs de sociologie comme s'il s'agissait de lettres sacrées, comme un texte religieux ou un texte de loi : ils en font l'exégèse. Et puis il y a des bonnes femmes style prof de lycée, qui assomment les étudiants d'une multitude de directives de détails. Pas étonnant qu'aucun d'entre eux n'ait été capable d'écrire ne serait-ce qu'un article sur l'œuvre de Baudrillard, *L'échange symbolique et la mort*, ou *l'Économie politique du signe*. Le seul qui a fait quelque chose sur lui, c'est finalement un prof de lycée que je connais, François L. Yvonnet, qui l'avait invité à Belle-Île quand il était déjà très malade, et qui avait fait un beau numéro de la *Revue de l'Herne*. Dors, fils de gendarme, dors toi qui n'a jamais été admis à passer ta thèse et qui s'en fichait complètement.

Quant à Lefebvre, personne n'a songé à se pencher sur ses *Éléments de rythmanalyse*, qui est le troisième volume de sa *Critique de la vie quotidienne*. Il avait aussi fondé avec Anatole Kopp la revue *Espace et société*, passionnante pendant des années, mais qui est devenue depuis l'année dernière une machine à publier des articles justifiant de l'activité de recherche d'agents administratifs qui doivent en justifier pour être promus plus rapidement. Trois fois plus épaisse, d'un ennuyeux à périr, mais qui ne tue personne parce que personne ne la lit, même pas un correcteur typographique, semble-t-il.

À cette époque, un UFR était quelque chose de très simple, il n'y avait pas de laboratoire de recherche, pas de bureaucratie, assez peu de monde pour que l'information circule bien. Ça manquait de tout, le nombre de chaises était insuffisant, il fallait les passer d'une salle à l'autre. Personne n'était obligé de faire de la recherche, c'est-à-dire de publier des dissertations ennuyeuses dans des revues exutoires qui vont directement de l'imprimerie au dernier sous-sol d'une réserve. On peut très bien être un excellent professeur d'université, sans avoir rien découvert, uniquement parce qu'on sait choisir et exposer clairement les idées, les méthodes, des résultats d'études faites par d'autres. Parce qu'on sait éveiller la curiosité, intéresser, amuser, encourager, orienter. Parce qu'on a un contenu, une expérience qu'on maîtrise bien.

On publie beaucoup trop d'articles et de livres : il faut amorcer la décroissance dans le domaine de la publication universitaire et de la longueur des thèses. La *Condition de l'homme moderne* ne fait pas 800 pages. *Homo ludens* non plus. La concision est une qualité éminente dans un exposé scientifique. Il faudrait aussi supprimer au moins la moitié des revues de sciences sociales et publier beaucoup moins de livres. La *Revue du MAUSS* décroissante a bien fait de diminuer son épaisseur par deux.

La spécialisation n'est pas plus un problème que la généralisation : il est utile d'avoir des gens très pointus sur certaines questions, comme les pots à attaches cruciformes au milieu de la Tène dans le sud est de l'Europe, et des gens qui savent faire des comparaisons et des synthèses. Les premiers doivent aussi être cultivés, connaître des tas de choses, et les seconds érudits, entrer tout de même dans les détails concrets. Le problème est à mon avis tout autre : c'est l'excès d'abstraction, à ne plus savoir de quoi on parle, on finit par ne plus parler de rien. Une suite de

propositions en sciences sociales doit toujours être assortie d'une exemplification pas à pas. Revenons à l'université.

Contrairement à ce qui a été écrit par Alain [Caillé, S.D.], le mot *universitas* ne se rapporte pas aux sciences, l'université n'a jamais eu la vocation à connaître et à enseigner toutes les sciences, ni d'enseigner ses sciences à tout le monde : il ne s'agissait que de l'université des collèges de la rive gauche de Paris, c'est-à-dire le monopole de ceux formant les clercs. En effet, comme je l'avais déjà mentionné dans la dernière réunion du MAUSS sur l'école, il y a un an, sa mission a été dès le début de former aux professions qui relevaient du Clergé, lequel était le premier et le plus important des corps de l'État, comprenant toutes les professions de judicature (greffiers, conseillers d'État, juges,...), la médecine et l'assistance publique, l'enseignement, la librairie, la recherche, le culte et la culture. Tous les autres secteurs, beaucoup plus nombreux, avaient des filières de formations qui n'ont jamais relevé de l'université : les horlogers, les commerçants, les marins, les architectes des cathédrales, les militaires et leurs ingénieurs, etc. ont toujours eu d'autres écoles qui dispensaient un enseignement, par exemple en géométrie, qui n'existait pas à l'université. Toutes ces écoles et instituts ne sont donc pas des compétences qui ont été enlevées à l'université, elles n'en ont jamais fait partie. Autant le Collège de France ou l'École pratique des hautes études ont été créées pour pallier aux carences et au conservatisme de l'université, c'est historiquement un fait, autant ce n'est pas le cas de l'X, de l'Agro, de l'École hôtelière, de HEC, de l'École Boulle ou des conservatoires de musique.

Il faut bien insister sur ce point : l'université a toujours eu une vocation professionnelle, et ce n'est pas du tout contradictoire avec une réflexion plus générale sur l'organisation des savoirs et de leur transmission. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder les facs de droit et de médecine, les écoles d'architecture, de cuisine ou d'ingénieurs : elles ont toujours eu une démarche réflexive, elles ont toujours rédigé des traités et fait des recherches cumulatives ou prospectives. Les facs de lettres et de sciences sont principalement des écoles professionnelles pour former des professeurs de collèges et de lycées. Le reste est resté marginal.

Il faut toutefois remarquer, à propos des facultés de l'université, que dans la mesure où la théologie était considérée comme la sommité de l'arbre de la science, et où les activités assignées au Clergé avaient le premier rang dans la société (les dernières étant au Moyen-Âge la prostitution et la finance, juste après les lépreux), c'est bien elle, l'Université, qui était la mieux placée pour réfléchir sur les questions générales interdisciplinaires, comme celle de l'arbre de toutes les sciences. C'est d'ailleurs la question qu'a dû commencer par résoudre chaque projet encyclopédique, qu'il s'agisse d'Isidore de Séville, de Bacon ou de Diderot. On remarque en passant, que l'encyclopédie de Diderot ne cherche pas à purifier la science, à l'abstraire des professions et des techniques vulgaires, et qu'au contraire elle n'oublie aucune des techniques, ni celle du savetier, ni celle du financier. Je pense que, si les universitaires actuels se donnaient le projet d'une encyclopédie de toutes les sciences et de tous les arts, on ne trouverait aucune trace des professions et des techniques.

Fabrice Flipo a entièrement raison, il n'existe pas plus de science pure, de science pour la science, que d'art pour l'art. Si personnellement je devais participer au recrutement d'un professeur d'université (ou d'un auteur de livre), je ne lui demanderais pas ce qu'il pense qu'il sait, mais ce qu'il sait faire avec ce qu'il sait. C'est un défaut extrêmement courant chez les enseignants, que de vouloir transmettre des savoirs pour eux-mêmes, et jamais des savoirs-faire. La science est complètement liée aux applications techniques, on pourrait même dire qu'elle est l'idée « que l'ensemble des techniques forme une unité harmonieuse ». Il faut se replonger dans Bacon et bien lire Descola, la frontière entre sciences naturelles et sciences humaines n'est qu'administrative, et il est indispensable, non seulement de penser l'articulation des deux, mais de penser celle entre les configurations de signes ou de mots et celles de choses, l'interface entre l'abstrait et le concret. C'est une chose extravagante que d'avoir des sciences dont on finit par dire qu'elles parlent d'un monde complètement factice et surfait, à côté duquel il existe la vraie vie.

La validation d'une théorie scientifique est d'abord externe avant d'être interne. Externe, veut dire vérification de l'adéquation avec le monde qu'elle décrit, avec le référent, physique, technique. Interne, c'est-à-dire cohérente dans ses énoncés, sans contradictions, logique. Pour ce qui est de la cohérence interne, elle n'est pas seulement interne

aux énoncés, elle est aussi disciplinaire et trans-disciplinaire. En effet, la science est l'intuition métaphysique de l'unité du monde, de tout ce qu'il contient, et aussi de la permanence de principes comme celui de non-contradiction, justement. La science fait toujours d'abord l'hypothèse de l'unité de son origine et de son devenir, ou alors elle n'est pas possible, elle dégénère en fragmentation, puis en âcre bouillie que les clients ne veulent plus absorber. Cette indifférenciation désorganisatrice est aussi ce qui arrive aux sciences sociales et économiques depuis qu'elles ont adopté le dogme structuraliste, puis déconstructiviste, selon lequel les langages (dont les sciences sont une des modalités prosaïques) n'ont plus besoin de référent, plus besoin d'une validation externe. Ainsi, on a admis comme hypothèse l'idée invraisemblable qu'on pouvait être cohérent et véridique, sans vraiment parler de rien.

Laplace a tort avec son « Dieu, je n'ai pas besoin de cette hypothèse ! » Et c'est finalement Thomas d'Aquin qui avait raison : la science est une idée théologique parce qu'elle ne peut se passer d'une métaphysique unifiée : elle doit commencer par admettre l'idée de Dieu, ou plutôt par prêter à l'univers les attributs qui font l'idée de Dieu : l'unité, la non-contradiction, la relation d'ordre, la notion de vérité scientifique, la prévisibilité, etc.

Et maintenant, pourquoi suis-je donc en train de dissertar sur l'université, pourquoi ai-je tant de chose à dire dessus. Sur quelle expérience se fonde cette dissertation ? D'abord parce que j'ai eu l'occasion d'étudier professionnellement l'université du Mirail à Toulouse pour un concours d'urbanisme. Et puis, parce qu'il y a une quinzaine d'années, des professeurs (Raymond de Nanterre et Roncayolo de l'Ehess) m'ont fait presque en même temps la confidence que l'université courait au désastre parce que le contenu des enseignements de sciences sociales était en voie de disparition, particulièrement dans le domaine de l'aménagement qui était le leur. À l'époque, j'étais l'équivalent d'un directeur de recherche dans des sociétés privées, et ils avaient eu à connaître des travaux que j'avais faits en sociologie de l'aménagement et de l'architecture. Je leur ai répondu qu'il était impossible d'être recruté dans une université, pour les raisons exposées benoîtement par François [Vatin.S.D.]. Donc je ne fais rien. Cinq ans plus tard, je croise à nouveau l'un d'eux qui me refait le même tableau en plus grave, et m'enjoins de me présenter à un concours national de recrutement de maîtres de conférences en sciences humaines dans les écoles d'architecture. Je présente des travaux, je me retrouve admissible avec deux autres, mais finalement classé 3ème pour deux postes. Quelques jours plus tard, je les rencontre à nouveau tous les deux et ils m'expliquent que mes travaux sont passionnants, mais qu'ils ne sont pas publiés dans une revue universitaire, et qu'ils me verraient plutôt à l'université que dans une école d'architecture, mais qu'il fallait que je passe une thèse. Une fois que j'ai eu passé une thèse, on m'a demandé des articles, dans toutes les revues : *Actes de la recherche*, *la Revue française de socio*, *le Débat*, *Médiologie*, *Esprit*, *le Diplôme*, *le Monde*, *Urbanismes*, de faire des communications à des colloques, aux Entretiens du patrimoine, de publier des éléments de mon dossier chez Minuit, Gallimard, Editions de la Villette, Gallilée,... mais jamais je n'ai plus été convoqué à un oral pour un poste de maître de conférences. Pourtant j'ai une spécialisation très pointue, très demandée, pour laquelle il n'y a plus aucune formation de dispensée dans aucune université, et des profils de poste.

Du coup, il n'y a plus de sociologues de cette spécialité. Ça n'empêche pas de pourvoir les postes, avec n'importe qui, mais ensuite, la discipline n'est plus représentée. À tel point que les conseils d'administration des écoles d'architecture suppriment les enseignements de sociologie et d'anthropologie pour l'architecture dès qu'un sociologue prend sa retraite. Et c'est pas à cause du ministère, ou du libéralisme, ou du Medef, c'est parce que l'université est incapable de former, même des enseignants en sociologie. D'ailleurs, on ne peut pas reprocher aux écoles d'architecture de faire comme les facultés de droit et de médecine, ne refuser de prendre des enseignants formés par l'université, et de les former elles-mêmes.

Inutile de pérorer sur le niveau qui ne baisse pas. C'est complètement faux. Je vois bien qui a été recruté en sociologie urbaine depuis 10 ans sur tous les postes auxquels j'ai concouru : pas des gens médiocres, entre 9 et 11 /20, mais des nullités absolues. Je défie quiconque de trouver ne serait-ce qu'une raison d'avoir choisi le Mdc qui a été retenu il y a 2 ans à Nanterre pour enseigner la sociologie urbaine. Ne serait-ce qu'une seule raison.

Inutile de chercher d'autres raisons à la dégringolade de l'université et au fait que plus personne ne veut plus s'y

inscrire et en suivre les enseignements : on a recruté des gens nuls, leurs cours sont chiants et inconsistants, les diplômes délivrés ne valent plus rien. Même la publicité fait de l'humour sur les diplômés de l'université qui deviennent jardiniers. On a un peu reculé le moment du dépôt de bilan en transformant l'université en secteur occupationnel, avec un public de chômeurs définitifs, d'étrangers devant justifier d'un motif de séjour et d'inadaptés politisés. Ça a continué à maintenir les effectifs, avec le tout-venant du métro, et on a appelé ça la démocratisation, et on a dit que c'était de la générosité de faire profiter tout le monde de la daube indigeste que les comités de lecture publient. La politique d'expédient pour maintenir des effectifs en était même arrivé à ce que les UFR de sociologie soient connus pour être les dernières disciplines qui prennent des inscriptions, ce qui permettait à tous les recalés et à tous les retardataires, de venir s'inscrire là, et de redoubler deux ans pour avoir une carte d'étudiant et les avantages afférents.

À côté de la fraude qui est généralisée à toutes les instances d'évaluation, de correction ou de contrôle, aussi bien pour les commissions de recrutement, que pour les jurys de thèse et les comités de lecture de revues et de livres, et qui fait que plus personne ne peut plus savoir qui vaut quoi, ce qui est un comble pour des scientifiques dont la valeur normative est, par définition, la vérité, le vrai et le faux. À côté de la fraude généralisée, qui a ruiné tous les éditeurs auxquels on a refilé des manuscrits minables, il y a l'esclavage, pas moins étonnant de la part de citoyens qui se disent presque tous socialistes et qui sont tous syndiqués. Esclave, c'est-à-dire personnes qui sont forcées à travailler sans être payées, ou alors moins que le RMI et sans aucuns droits sociaux. Et travailler comme quoi ? Et bien justement, comme sous-traitants des agents qui ont été recrutés par cooptation et qui ne veulent pas, ou qui ne sont pas capables d'assurer leur service d'enseignement et de recherche. Au titulaire qui a triché le gros salaire, au sous-traitant le travail le plus pénible. On est revenu à l'époque des abbés commendataires.

**Conclusion 1** - La solution est évidente et facile à mettre en oeuvre : licencier tous les vacataires et bénévoles, tous les enseignants recrutés en externe depuis 10 ans, et réorganiser un concours national externe dans lequel ils aient le droit de candidater, mais pas dans un établissement où ils ont été employés. Au passage, diminuer de moitié les effectifs d'enseignants et d'étudiant, ainsi que les crédits de recherches. Mieux payer tout le monde. *Small is beautiful.*

**Conclusion 2** - Une solution plus simple, serait la tyrannie : nommer un directeur avec un réel pouvoir de coercition : mise à pied sans traitement, etc.. et lui laisser carte blanche pendant 3 ans.

**Conclusion 3** - Une solution moins traumatisante. L'UFR de Nanterre a été célèbre pour sa spécialité en sociologie urbaine (il en reste même des traces dans les cahiers de l'IS). Il n'en reste plus rien, ni dans les enseignements, ni en construction. Et pourtant, si il y a un domaine où la sociologie et l'anthropologie ont pleinement tenu les promesses ambitieuses des fondateurs, c'est pour faire des contre-projets de villes à la fois démocratiques et agréables. Tout le corps de savoir, tout le protocole de méthodes existe, il est facile à enseigner, et il changerait complètement l'aménagement, et de proche en proche toute la vie sociale. Il n'y a donc aucune raison de déplorer un avenir sombre pour les sciences sociales : nous avons réussi, elles avaient raison, elles peuvent améliorer considérablement la société, améliorer les rendements agricoles, industriels, énergétiques, il ne reste qu'à les enseigner. Il est certain qu'il y aura rapidement à nouveau une grande affluence d'étudiants, et que ceux-ci trouveront ensuite facilement à s'employer dans des services ou des bureaux d'étude et de recherche en aménagement. Il faudra limiter le nombre.

Ce qui est vrai pour ma spécialité, l'est certainement aussi pour d'autres, pour la sociologie économique, par exemple. Il suffirait de trois ou quatre professeurs brillants, originaux, pédagogues, indépendants et transdisciplinaires, des gens avec beaucoup de talent, de vertu et de grandes capacités (exactement le contraire de ce qui est recruté depuis quinze ans) pour provoquer à nouveau une affluence dans n'importe quelle fac, et remplir des amphithéâtres. Il n'y en a jamais eu plus de 3 ou 4, mais il n'en faut pas moins. À l'EHESS, il n'en reste plus que trois, il y en avait au moins 30 il y a dix ans.

Trois ou quatre profs comme Paul [Jorion, S.D.], et c est bon.

---

# PASCAL MICHON

## PROJET DE RÉFORME DU SYSTÈME FRANÇAIS DE RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DES CHERCHEURS

Le système de recrutement des enseignants d université et des chercheurs est aujourd'hui en faillite. Du fait du clientélisme, du localisme et de la chasse à l'intelligence que mène depuis 20 ans la génération qui est aujourd'hui aux commandes, il ne permet plus de rendre justice aux réels mérites des candidats. Les esprits originaux sont écartés et les professionnels chevronnés rejetés au profit de personnes souvent moins qualifiées et moins talentueuses. La conséquence de cette perversion est un affaïssement de la qualité des enseignements et un étouffement de la recherche et de l'esprit critique, qui se traduisent à la fois par une accentuation de la crise de l'Université et une diminution du rayonnement international de la recherche française.

Le texte que l'on trouvera ci-dessous propose les grandes lignes d'une transformation du système de recrutement qui permettra de sortir de cette spirale négative.

### Préambule technique et tactique

Quelques précisions techniques et tactiques, au préalable. Tout d'abord, ce nouveau système n'a pas été imaginé *sub specie aeternitatis*. Il ne s'agit pas d'un système idéal valable pour tous les temps et tous les pays ; il correspond à l'état actuel du recrutement des enseignants et des chercheurs, en France ; il tient compte à la fois de ses quelques forces et de ses immenses faiblesses.

Par ailleurs, ce système possède très certainement quelques défauts mais, précisément, l'objectif n'est pas de concevoir un système zéro-défaut : un tel système n'existe pas. Nous nous estimerions déjà très heureux si nous arrivions à simplement réduire significativement les aspects négatifs du système actuel et à augmenter simultanément ce qui s'y trouve de positif.

De plus, ce système a été conçu à partir d'expériences diversifiées tout au long des quinze dernières années au contact de commissions de recrutement de l'Université, mais aussi de l'EHESS et du CNRS. Il pourra très bien s'appliquer à ces deux dernières institutions, dont les missions sont du reste amenées à se rapprocher de celles de l'université. Enfin, ce système s'appuie sur une connaissance à la fois intime et large du système, de sa corruption profonde et des arguments fallacieux qui sont toujours évoqués pour justifier sa reconduction. Il ne propose pas, toutefois, de tout jeter à la poubelle et de repartir de zéro. Aucun projet commençant par une *tabula rasa* n'ayant de chance d'être accepté ni mis en pratique, il veut partir de l'existant, en garder le meilleur et casser ce qui n'y fonctionne pas.

Le système de recrutement des enseignants et des chercheurs est fondé sur la cooptation. Les défenseurs de ce système à bout de souffle font valoir qu'il est crucial, pour la qualité de l'enseignement et de la recherche, que les enseignants et les chercheurs puissent choisir eux-mêmes les personnes les plus dignes et les plus aptes à devenir leurs collègues. Bien qu'ils n'aient rien fait, depuis au moins 20 ans, pour que cela soit réellement le cas, et qu'ils

aient de cette manière donné de nombreux arguments aux promoteurs de la managérialisation des recrutements qui aujourd'hui les guette, il convient toutefois de conserver la partie la plus noble de l'idée de cooptation : celle de choix des meilleurs, reconnus par leurs pairs. On ne voit pas que des managers-bureaucrates, fussent-ils professeurs et chercheurs d'origine, puissent correctement répondre à une telle exigence.

Mais, aujourd'hui, cette part noble de la cooptation a entièrement sombré, même si elle est toujours brandie par des personnes qui ont profité au maximum de sa disparition pour faire des carrières invraisemblables au regard de leurs prestations d'enseignant et de leur suivi de chercheurs minuscules. Il convient donc d'inventer un système qui découple la cooptation de l'intrigue et de la privatisation des intérêts, qui aujourd'hui l'asphyxient un système qui favorise l'intelligence collective et le souci pour l'intérêt général. Étant donné cette situation et cette analyse, nous proposons le système suivant.

### Projet de réforme

Afin de conserver une politique nationale de l'enseignement et de la recherche, le CNU est maintenu, ainsi que le système de la qualification.

Afin de relancer la construction intelligente et collective des choix de recrutement, les commissions de spécialistes sont reformées et redeviennent indépendantes des Présidents et Directeurs d'établissement d'enseignement supérieur et de recherche. D'une manière proche à ce qu'elles faisaient jusqu'ici, elles sélectionnent, sur dossier et éventuellement après une audition d'un nombre supérieur de candidats, 8 personnes suffisamment capables et méritantes pour être nommées sur le poste en question, y compris les éventuels candidats à la mutation.

Afin de mettre un terme à la corruption des modes de recrutement par le calcul, l'entente préalable, l'élimination en amont des candidats les meilleurs, les auditions mascarades tenues uniquement pour légaliser un choix déjà fait, le localisme, le clientélisme, les haines personnelles, etc., etc., qui depuis des années empêchent les recrutements d'être justes et efficaces du point de vue même des tâches à accomplir, l'élection est remplacée par un tirage au sort effectué en audience publique devant la commission de spécialistes, les 8 candidats choisis et un huissier.

Afin de permettre une prise en compte des mérites, il est ajouté, lors de ce tirage au sort, un jeton par personne pour chaque sélection dans une université ou une institution de recherche reconnue nationalement lors des années précédentes. Il est tenu compte de ces sélections dans un fichier national dont les fiches ne sont communiquées aux universités qu'après la sélection en commission de spécialistes.

### Commentaires

Ce projet a au moins trois qualités : il part de l'existant et ne demande pas de grandes réformes compliquées ; il tient compte à la fois de la nécessité de conserver la cooptation et de l'arracher à sa corruption actuelle ; il permet de reconstruire un système de cooptation dont les universitaires et chercheurs puissent être fiers et qui, parce qu'il sera plus juste, sera mieux accepté par les candidats.

Les amoureux de la Raison qui la brandissent bien souvent quand il faut défendre leurs intérêts privés diront que le tirage au sort est irrationnel. En réalité, il n'est pas plus irrationnel que la situation qui prévaut aujourd'hui où l'on préfère, pour des raisons troubles, éliminer les enseignants les plus qualifiés et les chercheurs les plus inventifs. Certes, il sera toujours possible qu'un(e) excellent(e) enseignant(e) ou chercheur(se) ne soit pas recruté(e), même après quelques années, mais c'est de toute façon déjà massivement le cas aujourd'hui et au moins on aura largement diminué le recrutement par l'intrigue et le calcul.

Cet aspect irrationnel du tirage au sort sera du reste largement mitigé par l'augmentation régulière des chances liée à la prise en compte de la qualité reconnue d'une personne par la collectivité de ses pairs en dehors donc de tout calcul local et en s'appuyant sur la justesse qui ressort d'une appréciation statistique. Avec le système d'ajout de chances correspondant aux avis des commissions antérieures, si une personne est sélectionnée plusieurs fois et/ou dans plusieurs endroits, elle augmentera rapidement ses chances d'être recrutée lors de ses candidatures suivantes.

Exemple : une personne sélectionnée une fois quatre années de suite ou une année dans quatre universités verra la probabilité d'être choisie, parmi des candidats n'ayant encore jamais été sélectionnés, monter à un peu plus d'une chance sur deux ( $1+4/8$ ).

Bien sûr, il en sera de même pour tous les candidats ayant été sélectionnés quelque part. Ainsi, on peut s'attendre à ce qu'au bout de quelques années l'accumulation des chances supplémentaires attribuées à chaque candidat exprimera la véritable « cote » collective de chacun d'eux et poussera les meilleurs vers les postes qu'ils méritent. De leur côté, les membres des commissions de spécialistes, déchargés de tout souci d'intrigue, auront désormais à cœur de remplir leur vraie mission à savoir d'identifier et de promouvoir les intelligences.

Paris, le 10 décembre 2008, Pascal MICHON

---

## ALAIN CAILLE

### BREVES REMARQUES SUR LA QUESTION DES MODES DE RECRUTEMENT À L'UNIVERSITÉ (ET DANS LES LABORATOIRES DE RECHERCHE).

À l'occasion des nombreuses et souvent passionnantes discussions ouvertes sur la liste Maussiens pour le numéro en préparation sur l'Université, le débat le plus fourni et parfois le plus vif est celui qui a porté sur la question des modes de recrutement à l'Université (et dans les laboratoires de recherche). Nous avons tous le sentiment que l'Université en général, et l'Université française en particulier (encore une exception française) est entrée dans un déclin important, et peut-être même dramatique et irréversible puisqu'il risque d'entraîner rien moins que le déclin, la déligimation et la dévitalisation de toute pensée qui ne soit pas purement utilitaire, fonctionnelle et gestionnaire. Quelle est la cause, l'entrecroisement de causes de ce déclin ? Un certain nombre de ceux qui se sont exprimés sur cette liste mettent en cause, au premier chef, le mode de recrutement universitaire et, au-delà, la responsabilité personnelle des professeurs ou chercheurs qui siègent dans les commissions ad hoc. Or, je crois cette question en définitive non pas secondaire mais seconde. Pas secondaire, au sens où elle n'importerait guère elle importe bel et bien mais seconde parce qu'elle ne prend tout son sens qu'après que d'autres questions aient déjà trouvé réponse et notamment les deux suivantes : qu'est-ce qu'une université, ou que doit-elle être ? Qu'est-ce qu'une discipline au sein de l'Université et que doit-elle être ? Aussi longtemps en effet qu'on n'aura pas répondu à ces deux questions, il sera impossible de juger si les recrutements sont bien ou mal effectués.

Ceux qui imputent une responsabilité majeure aux modes de recrutement incriminent le localisme, le corporatisme, le copinage, la tendance à recruter moins bon que soi, la paresse des rapporteurs, les magouilles voire les tricheries. Ayant été fréquemment président d'une commission de spécialistes depuis plus de vingt ans, je crois pouvoir dire les choses suivantes : Oui, le type humain (Menschentum) universitaire moyen n'est pas spécialement reluisant. Alors que les universitaires sont protégés par leur statut et qu'il ne peut rien leur arriver de grave, il est fort rare qu'ils prennent le moindre risque administratif, politique ou épistémologique. La peur règne un peu partout, non dite, impalpable, qui engendre un conformisme (et souvent une stérilité) consternant. Où il apparaît que le souci de la réputation et du scientifiquement correct est un instrument de régulation sociale encore bien plus efficace que la menace des licenciements qui crée au moins une certaine solidarité chez ceux qui risquent d'en être les victimes. Cela étant, je crois qu'il est largement erroné de mettre en cause l'honnêteté procédurière ou la paresse des membres des commissions. Généralement ceux-ci travaillent énormément. Bien sûr, il peut y avoir des scandales ici ou là, mais je ne crois nullement que ce soit la règle. Pour ma part, j'ai toujours veillé à ce que les discussions et les décisions soient les plus transparentes possibles, et mes turpitudes n'ont pas encore été démasquées. J'y ai, comme beaucoup d'autres présidents de commission, un certain mérite, car chaque élection suscite inmanquablement des déceptions. Il y a des gagnants et des perdants, et chez ces derniers une forte tendance à imaginer des complots ou des manœuvres sordides. Des complots ? Où commencent-ils, où finissent-ils ? Il n'est pas anormal, je crois, qu'un certain nombre de collègues se mettent d'accord pour considérer que tel candidat a plus de valeur que tel autre. Et j'ajouterai qu'il n'est nullement scandaleux qu'ils s'accordent pour juger non seulement de la valeur scientifique pure d'un candidat à supposer qu'il existe un moyen clair de la déterminer mais aussi pour se demander lequel sera le mieux à même dans un contexte donné d'assurer tel ou tel cours, de gérer tel ou tel diplôme ou cursus, et d'accomplir telle ou telle tâche administrative. Pas scandaleux non plus de se demander lequel fera probablement son travail honnêtement, dans un esprit de bonne et sympathique collaboration, lequel, au contraire, a des chances de sacrifier toutes ses obligations de service au seul souci de sa carrière ou, en proie à la passion cabaliste, de passer son temps à ourdir de fines stratégies de déstabilisation des collègues. Mais en moyenne il faudrait pour étayer mon propos faire une ethnologie longue et fine des commissions de recrutement ordinaires -, en moyenne, ce qui se passe c'est la chose suivante : il apparaît dans les jugements portés et échangés sur les candidats une tendance à la convergence vers deux points d'équilibre relatif : 1) Le cSur de l'identité disciplinaire imaginaire du moment : lequel est vraiment sociologue, vraiment philosophe, vraiment économiste etc. ? 2) La conformité au « profil » du poste spécifique tel qu'il a été publié au Journal Officiel. Beaucoup de candidats écartés avec un commentaire laconique de leurs rapporteurs (qui ont souvent de 20 à 30 dossiers à examiner) l'ont été pour l'un ou l'autre de ces deux motifs ou pour les deux cumulés. Après seulement, entrent en ligne de compte d'autres considérations.

Voilà pourquoi, comme je l'ai écrit de mon côté, et notamment dans l'appel à la création d'un Cercle des professeurs et des chercheurs disparus, il me semble que l'un des facteurs essentiels du déclin de l'Institution universitaire est la rigidification, le cloisonnement, la fragmentation puis la parcellisation des disciplines qui consacrent mécaniquement le règne des spécialistes au détriment de toute pensée pour autant que celle-ci est toujours transversale [1]. Tous ceux de nos amis du MAUSS qui se sont vus écartés d'une manière ou d'une autre par l'Université, alors qu'ils ont le plus souvent une envergure intellectuelle et scientifique très supérieure à celle de ceux qui les rejetaient, l'ont été pour cette raison. Je répète donc que la question première est de se mettre d'accord sur ce que sont une Université et une discipline de connaissance et, sur cette base, de se demander quelle modalité de recrutement peut permettre de recruter autre chose que la multiplication des spécialistes bornés. Trois propositions principales ont été formulées, si ma mémoire est bonne.

- 1. Interdire les recrutements locaux. Cette solution est très séduisante. Elle est ou a été largement appliquée à Paris I. Elle était effectivement appliquée par le département d'ethnologie de Paris X-Nanterre, quand j'en étais membre il y a une quinzaine d'années. Elle suppose néanmoins que les autres universités jouent également le jeu. Et c'est un jeu qui n'est pas si facile à jouer sachant que très souvent, de plus en plus souvent, ce sont des maîtres de conférences qui créent et animent des diplômes ou des cursus originaux. Faut-il leur interdire de poursuivre leur Suvre pour devenir professeurs en les forçant à émigrer ? Peut-être.

- ▶ 2. Procéder par concours anonymes comme le propose Louis Maitrier. C est largement ce qui se fait pour le recrutement dans l enseignement secondaire, ou bien en Droit, Médecine, Sciences économiques ou Science Politique. Avec des avantages et des inconvénients. L avantage étant de constituer des corps relativement homogènes à partir d un haut niveau d exigences. L inconvénient, symétrique, de sécréter des mandarinats passablement conformistes. Et, par ailleurs, la composition des jurys fait souvent largement problème.
- ▶ 3. Introduire, dans le cadre des commissions de recrutement une part de tirage au sort, selon le scénario imaginé par Pascal Michon. Les inconvénients sont clairs au vu de ce que j expliquais plus haut. Chaque cursus, chaque département a des besoins et des exigences spécifiques et il n est pas absurde de chercher à recruter les personnes susceptibles de pouvoir les satisfaire au mieux. Cela étant, pour déjouer les risques de frilosité ou les enkystements locaux, introduire une part de loterie génétique me paraît en effet une solution séduisante. Et d ailleurs, plus généralement, je suis favorable à l instauration d une large part de démocratie directe fondée sur le tirage au sort dans toute une série d instances de décision, à commencer par les instances universitaires.

Mais, je le répète encore, tout ceci n aura de sens que si on pense que le projet universitaire lui-même a (encore) un sens et qu on précise lequel.

---

## FRANÇOIS VATIN

Cher Alain,

Quelques brèves remarques sur ton texte : 1. le modèle de l agrégation du supérieur ; le fait que le concours soit national ne le rend pas « anonyme » pour autant. Pour ce que j en sais, les effets de réseaux sont au moins aussi importants et probablement plus que pour les recrutements locaux. Un seul avantage : le renouvellement régulier du jury. Mais qui le nomme et sur quelle base ? Ce système n a pas peu contribué à politiser les recrutements de professeurs en sciences économiques. Y compris avec le « rattrapage » que nous avons connu au début des années 1980 en faveur de la gauche. 2. le localisme ; celui-ci ne peut pas être compris indépendamment du comportement de l intelligentsia parisienne qui s estime de qualité supérieure aux provinciaux (et l est souvent sur des critères académiques formels) et utilise les postes en province de façon totalement instrumentalisée. Dans ce contexte, je comprends très bien qu une commission locale préfère un local, peut-être moins « bon » sur ces critères formels, mais dont on sait qu il sera présent dans l institution. Le principe de mobilité entre établissements n a pas le même à Paris avec 17 universités en Ile-de-France, sans compter la grande banlieue (Orléans, Rouen, Amiens) et en province. Bref, la dénonciation du localisme est souvent le fait du gratin parisien qui n a pas compris qu il était largement collectivement responsable de la méfiance des universitaires provinciaux à leur égard. 3. Tu n évoques pas la croissance de la qualité des dossiers qui nous sont soumis. Je comprends que tu regrettes la façon dont Lefort t a recruté [2] . Tu ne peux ignorer que ce procédé a profité à beaucoup de médiocres qui ont joué un rôle catastrophique dans l Université des années 1970-1980, comme tous ces assistants sans thèse qui ont fini par être titularisés. Je pense que ces rappels historiques doivent nous conduire à un peu de déférence à l égard de nos jeunes collègues dont nous avons exigé beaucoup. 4. Tu ne dis rien de la question de la pyramide des âges , c est à dire des cycles de recrutement, qui est quand même une dimension essentielle du problème. Tu pourras la retrouver en cherchant dans les archives du Monde si tu es abonné. Amicalement François

---